Rappelant qu'en 1960 le Comité a fait figurer une étude des conditions sociales dans ses observations et conclusions concernant le rapport sur les progrès réalisés dans les territoires non autonomes depuis la création de l'Organisation des Nations Unies¹⁰,

Ayant reçu un rapport sur le progrès social rédigé en 1961 par le Comité¹¹,

1. *Approuve* le rapport sur le progrès social, rédigé en 1961 par le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes, et considère qu'il y a lieu de le lire en le rapprochant des rapports antérieurs approuvés en 1952, 1955 et 1958, ainsi que de l'étude figurant dans le rapport sur les progrès réalisés dans les territoires non autonomes;

2. *Invite* le Secrétaire général à transmettre le rapport de 1961, pour examen, aux Etats Membres de l'Organisation qui administrent des territoires non autonomes, au Conseil économique et social, aux commissions économiques régionales, au Conseil de tutelle et aux institutions spécialisées compétentes;

3. *Est persuadée* que les Etats Membres qui administrent des territoires non autonomes signaleront le rapport à l'attention des autorités appropriées.

1083^e séance plénière,
19 décembre 1961.

1695 (XVI). Diffusion, dans les territoires non autonomes, d'informations sur l'Organisation des Nations Unies

L'Assemblée générale,

Rappelant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux contenue dans sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960,

Considérant qu'il est essentiel que les peuples des territoires non autonomes aient une ample connaissance de cette déclaration,

1. *Invite* les Etats Membres administrants à prendre immédiatement des mesures, avec la participation active des institutions et organisations représentatives des habitants autochtones des territoires non autonomes, pour assurer, dans ces territoires, une publication et une diffusion aussi larges que possible de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;

2. *Invite en outre* les Etats Membres administrants à prendre immédiatement des mesures pour inscrire la Déclaration au programme d'études de tous les établissements scolaires de tous les territoires non autonomes;

3. *Prie* le Secrétaire général d'assurer immédiatement une large diffusion de la Déclaration, par tous les moyens d'information appropriés, dans tous les territoires non autonomes;

4. *Invite* les Etats Membres administrants à prêter au Secrétaire général leur entier concours pour la publication et la diffusion de la Déclaration dans tous les territoires non autonomes;

5. *Demande* que la Déclaration soit publiée et diffusée dans les principales langues vernaculaires ainsi que dans la langue des Etats Membres administrants;

¹⁰ *Ibid.*, quinzième session, Supplément no 15 (A/4371), 2^e partie, sect. C.

¹¹ *Ibid.*, seizième session, Supplément no 15 (A/4785), 2^e partie.

6. *Prie* le Secrétaire général d'établir, pour l'Assemblée générale à sa dix-septième session, un rapport sur la mise en œuvre de la présente résolution.

1083^e séance plénière,
19 décembre 1961.

1696 (XVI). Moyens d'étude et de formation offerts par des Etats Membres aux habitants des territoires non autonomes

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960, contenant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux,

Reconnaissant qu'il importe de prêter une assistance aux pays et aux peuples coloniaux en matière d'enseignement général et spécialisé,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur les moyens d'étude et de formation offerts par des Etats Membres aux habitants des territoires non autonomes conformément à la résolution 845 (IX) de l'Assemblée générale, en date du 22 novembre 1954¹²,

Notant avec satisfaction la façon dont les Etats Membres continuent de donner suite à la résolution 845 (IX), par laquelle elle les invitait à faire des offres de moyens d'étude et de formation aux habitants des territoires non autonomes,

Regrettant que, malgré l'intérêt croissant que les habitants des territoires non autonomes portent à ces offres, un grand nombre des bourses d'études offertes par des Etats Membres reste inutilisé,

Regrettant en outre que, dans plusieurs cas, on n'ait pas donné aux étudiants qui avaient obtenu des bourses la faculté de quitter les territoires non autonomes de façon à pouvoir utiliser ces bourses,

Ayant présent à l'esprit le paragraphe 5 de la résolution 845 (IX), par lequel elle a prié le Secrétaire général d'instituer, en consultation avec les Etats Membres administrants et les institutions spécialisées intéressées, une procédure simple qui permette de signaler à l'attention des Etats Membres administrants les offres et les demandes faites par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies ou des institutions spécialisées, et de soumettre ensuite les demandes aux Etats donateurs intéressés, en y joignant les observations que les Etats Membres administrants auraient faites à leur sujet,

Considérant que la procédure qui prévoit la transmission d'observations par les Etats Membres administrants avant la présentation de la demande à l'Etat donateur provoque un important retard dans la transmission de ces demandes,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur les moyens d'étude et de formation offerts en vertu de la résolution 845 (IX) de l'Assemblée générale;

2. *Réaffirme* sa résolution 1540 (XV) du 15 décembre 1960;

3. *Invite une fois de plus* les Etats Membres administrants intéressés à faire tout le nécessaire pour que les habitants des territoires non autonomes puissent utiliser la totalité des bourses d'études et des moyens de formation offerts par des Etats Membres, et à accorder toutes les facilités possibles à ceux qui ont postulé ou obtenu des bourses d'études ou de perfec-

¹² *Ibid.*, seizième session, Annexes, points 39, 40, 41, 42, 43 et 44 de l'ordre du jour, documents A/4862 et Add.1 et 2.

tionnement, notamment en ce qui concerne la simplification de leurs formalités de voyage;

4. *Recommande* que les demandes de bourses reçues des habitants de territoires non autonomes soient transmises simultanément aux Etats qui offrent des bourses, pour examen, et aux Etats Membres administrants intéressés, pour information;

5. *Prie* le Secrétaire général de faire rapport à l'Assemblée générale, lors de sa dix-septième session, sur la mise en œuvre de la présente résolution.

1083^e séance plénière,
19 décembre 1961.

1697 (XVI). Préparation et formation de cadres administratifs et techniques autochtones dans les territoires non autonomes

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 1534 (XV) du 15 décembre 1960,

Prenant note des déclarations faites par les Etats Membres administrants, lors de la douzième session du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes, au sujet de la préparation et de la formation de cadres administratifs et techniques autochtones¹³,

Réaffirmant que l'existence, dans les territoires non autonomes, d'un personnel administratif et technique autochtone suffisant est nécessaire pour la bonne exécution de plans et programmes de développement satisfaisants dans le domaine de l'enseignement, le domaine social et le domaine économique,

Prenant note de l'observation du Comité selon laquelle, en raison du manque de renseignements, il n'a pu examiner en détail le problème de la préparation et de la formation de cadres administratifs et techniques autochtones dans les territoires non autonomes¹⁴,

Considérant que, eu égard à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux contenue dans sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960, des mesures immédiates seront prises pour transférer tous pouvoirs aux peuples des territoires non autonomes, sans aucune condition ni réserve,

Estimant que la préparation et la formation rapides de cadres administratifs et techniques autochtones dans les territoires non autonomes aideront à atteindre les buts de la résolution 1514 (XV),

1. *Est d'avis* que la situation qui existe dans divers territoires dépendants, du point de vue de l'effectif, de la composition et du degré de formation du personnel administratif et technique autochtone, n'est pas satisfaisante;

2. *Regrette* que ce problème n'ait pas reçu l'attention qu'il mérite;

3. *Invite instamment* les Etats Membres administrants à prendre immédiatement toutes les mesures nécessaires pour accroître l'effectif des cadres administratifs et techniques autochtones et pour accélérer leur formation à l'administration publique et à d'autres fonctions techniques essentielles;

4. *Invite en outre instamment* les Etats Membres administrants à prendre des mesures de plus grande portée pour remplacer plus rapidement le personnel d'outre-mer par des fonctionnaires autochtones, en par-

ticulier dans les postes comportant de grandes responsabilités administratives;

5. *Invite à nouveau* les Etats Membres administrants à mettre plus largement à profit le programme d'assistance technique des Nations Unies pour la formation à l'administration publique et à des fonctions connexes;

6. *Prie* les Etats Membres administrants de communiquer des renseignements complets et détaillés sur les moyens de formation, ainsi que sur l'effectif actuel, la composition et le degré de préparation des services administratifs et techniques des territoires qu'ils administrent, en temps voulu pour que le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes puisse les examiner et les étudier attentivement à sa prochaine session;

7. *Prie* le Secrétaire général d'établir, pour le soumettre à l'Assemblée générale lors de sa dix-septième session, un rapport spécial sur cette question, en tenant compte des renseignements fournis par les Etats Membres administrants, ainsi que des observations, recommandations et conclusions formulées à leur sujet par le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes.

1083^e séance plénière,
19 décembre 1961.

1698 (XVI). Discrimination raciale dans les territoires non autonomes

L'Assemblée générale,

Rappelant que, dans sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960 intitulée "Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux", elle a exprimé la conviction qu'il fallait mettre fin au colonialisme et à toutes les pratiques de ségrégation et de discrimination dont il s'accompagne,

Rappelant en outre sa résolution 1536 (XV) du 15 décembre 1960,

Constatant avec une profonde inquiétude, d'après les informations contenues dans le rapport du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes¹⁵, que la discrimination raciale persiste et que les recommandations formulées par l'Assemblée générale dans sa résolution 1536 (XV) n'ont pas encore été mises en œuvre,

Faisant sienne l'opinion du Comité selon laquelle il est absolument impossible de justifier l'existence de la discrimination raciale dans l'un quelconque des aspects de la vie dans les territoires non autonomes,

Considérant que le moyen d'assurer avec la plus grande rapidité l'éradication totale de la discrimination et de la ségrégation raciales dans les territoires non autonomes est d'appliquer fidèlement la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, et qu'en conséquence les efforts de l'Organisation des Nations Unies doivent se concentrer sur cette tâche,

1. *Condamne énergiquement* la politique et les pratiques de discrimination et de ségrégation raciales dans les territoires non autonomes;

2. *Prie instamment* les Etats Membres administrants d'inclure, parmi les mesures qui contribueraient à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, des dispositions permettant:

¹³ *Ibid.*, seizième session, Supplément n° 15 (A/4785), 1^{re} partie, annexe IV.

¹⁴ *Ibid.*, 1^{re} partie, par. 36.

¹⁵ *Ibid.*, 2^e partie, sect. VIII.